



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

**Africa's Business Heroes 2025**

**20 entrepreneurs africains en lice pour les demi-finales à Dakar**

Africa's Business Heroes, initiative philanthropique d'Alibaba Philanthropy, a dévoilé le 1er septembre 2025, la liste des 20 entrepreneurs africains qualifiés pour ses ... • (Page 08)

**Commerce**

**À Alger, des appels à une accélération du commerce intra-africain**

L'ouverture du Salon du commerce intra-africain (IATF) a été l'occasion de plaidoyers de plusieurs dirigeants du ... • (Page 09)

**Acquisition de deux avions Airbus A330-900 Néo par Air Côte d'Ivoire** • (Page 03)

# Un financement de la BOAD et de la BADEA



**« Mois de consommer local »** • (Page 04)

# La 6<sup>e</sup> édition annoncée du 1er au 31 octobre prochains

**Justice climatique**

**Les Amis de la Terre-Togo alertent sur le sort de l'île Pari et établissent un parallèle avec le littoral togolais**  
« Ne laissez pas l'île Pari sombrer » : tel est le cri d'alarme lancé par Les Amis de la Terre-Togo lors d'une ... • (Page 02)

**Togo**

**Un studio d'animation redessine les récits africains**

Dans un quartier populaire de Lomé, la capitale togolaise, les équipes du studio d'animation Aruka ont pour ambition de réinventer les ... • (Pages 04)

**BCEAO**

**Nouvelles licences fintech dans l'UEMOA – ce que ça change pour le marché ivoirien**

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) accélère l'octroi de licences fintech dans l'espace UEMOA. En Côte d'Ivoire, cette dynamique redéfinit les ... • (Page 06)

**Indice mondial de la paix 2025**

**Voici les pays les plus et les moins pacifiques d'Afrique**

Pour la 13<sup>e</sup> fois en 17 ans, la paix se détériore dans le monde selon l'Institute for Economics & Peace. En Afrique, les pays figurant parmi les plus ... • (Page 11)



**Tous à l'école**  
Préparez vos enfants à briller, dès le premier jour.

**BANK OF AFRICA**  
BMCE GROUP

Jusqu'à **5mois\*** de salaire  
Réponse en **24H\*\***  
Remboursement sur **11mois** maximum

www.boa.togo

Justice climatique

Les Amis de la Terre-Togo alertent sur le sort de l'île Pari et établissent un parallèle avec le littoral togolais

« Ne laissez pas l'île Pari sombrer » : tel est le cri d'alarme lancé par Les Amis de la Terre-Togo lors d'une conférence de presse tenue à Lomé, le 5 septembre 2025.

• Nicole ESSO

Par ce geste de solidarité envers WALHI (Les Amis de la Terre-Indonésie) et les communautés locales, l'ONG appelle à sauver cette île indonésienne gravement menacée par les dérèglements climatiques et la destruction de ses écosystèmes. Située dans la baie de Jakarta, l'île Pari culmine à seulement 1,5 mètre au-dessus du niveau de la mer. Déjà 11 % de sa superficie est submergée (ECCHR, 2023). Ses 1 500 habitants subissent la salinisation des puits, la recrudescence des inondations et l'effondrement de leurs activités traditionnelles telles que la pêche, le tourisme ou encore l'algoculture. En janvier 2023, quatre résidents ont déposé plainte contre Holcim, multinationale suisse accusée d'avoir émis plus de 7 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> depuis 1950 (CDP, 2022). Ce procès, toujours en cours en Suisse, pourrait marquer une étape historique en établissant la responsabilité légale des grandes entreprises dans les dommages climatiques. En 2025, l'île a subi de nouvelles agressions : dragages et remblais illégaux liés à des projets touristiques ont détruit 40 000 mangroves (Ministère indonésien de l'Environnement, 2025), dégradé les récifs coralliens et accru les risques d'érosion et de submersion. Les Amis



de la Terre-Togo soulignent que la situation de l'île Pari illustre les mêmes menaces qui pèsent sur les communautés du littoral ouest-africain. Le recul de la côte togolaise atteint 2 à 5 mètres par an (Ministère de l'Environnement, 2022). Plus de 7 000 ménages sont directement affectés (PNUD, 2021).

**Les pertes économiques liées à l'érosion et aux inondations dépassent 20 milliards FCFA par an (Banque Mondiale, 2020).**

Ces chiffres confirment le constat du GIEC (2023) : les populations qui émettent le moins de gaz à effet de serre subissent pourtant les impacts les plus lourds. « L'affaire de l'île Pari est un signal d'alarme mondial. Elle incarne la même injustice vécue par les communautés du Togo et de l'Afrique de l'Ouest. Avec WALHI et le réseau international des Amis de la Terre, nous affirmons

que la justice climatique est une exigence, non une option. Les multinationales doivent rendre des comptes et les peuples doivent être au cœur des solutions », a déclaré l'organisation. À l'issue de cette conférence, l'ONG a formulé plusieurs demandes prioritaires la reconnaissance juridique de la responsabilité des multinationales dans la crise climatique ; le renforcement et l'accessibilité du Fonds international "Loss & Damage" adopté à la COP27 ; le soutien aux solutions locales et communautaires : restauration des mangroves, agriculture paysanne durable, transition énergétique juste ; l'adoption de politiques publiques contraignantes pour protéger les littoraux et garantir la justice économique et sociale. Par ce plaidoyer, Les Amis de la Terre-Togo rappellent que la lutte pour la justice climatique est mondiale, mais que ses conséquences se vivent d'abord au niveau local, dans la vie quotidienne des communautés les plus vulnérables.

AUX DECIDEURS ...

La qualité, levier de souveraineté économique

L'économie togolaise, comme beaucoup d'autres sur le continent, se trouve à un tournant décisif. Le lancement du dispositif Quality-Boost (Q-Boost) dans le cadre du projet Alliance pour la Promotion de la Qualité des Produits en Afrique (AFPQ) est plus qu'un simple programme technique : c'est un signal fort envoyé aux entreprises togolaises et africaines.

Pendant trop longtemps, la compétitivité de nos entreprises s'est heurtée à un obstacle invisible mais bien réel : l'absence de systèmes de gestion de la qualité crédibles. Dans un marché mondialisé et dans le cadre d'une Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) qui s'installe, il ne suffit plus d'avoir un bon produit, il faut prouver sa qualité de façon scientifique, normée et internationalement reconnue.

L'initiative Q-Boost vient combler ce fossé. Elle permet aux TPME d'évaluer leurs pratiques, de les améliorer et, surtout, de poser les bases d'une certification ISO. Cela n'a rien d'un luxe bureaucratique : c'est une exigence stratégique pour conquérir de nouveaux marchés et s'imposer dans des chaînes de valeur régionales et internationales.

Bien entendu, la réussite d'une telle démarche repose sur un changement culturel. Comme l'a rappelé le représentant de la HAUQE, la qualité ne se décrète pas, elle se démontre. C'est à la fois un effort d'éducation, de structuration et de discipline. Mais cet effort est payant : il ouvre les portes de marchés exigeants, sécurise les consommateurs et renforce la crédibilité du « Made in Togo ».

Les témoignages d'entrepreneurs comme celui d'Élisabeth Lekezim, qui ambitionne de certifier ses procédés, montrent que la dynamique est en marche. Encore faut-il qu'elle se généralise. Car le risque est réel : dans un espace économique africain bientôt sans frontières tarifaires, les produits togolais devront rivaliser non seulement avec leurs voisins, mais aussi avec des acteurs mieux structurés et mieux certifiés.

L'avenir économique du Togo ne se jouera pas seulement sur les réformes macroéconomiques ou les infrastructures, mais aussi sur la capacité de ses entreprises à adopter la qualité comme réflexe naturel et marque de fabrique. C'est une question de compétitivité, mais aussi de souveraineté : un pays qui maîtrise la qualité de ses produits maîtrise son destin économique.

M.T

Image du jour

09 SEPT 2025 STADE DE KÉGUÉ 16H GMT

**TOGO VS SOUDAN**

Allez les Éperriers

TICKETS DISPONIBLES MAINTENANT !

POINTS DE VENTE

Agences YAS ( Assivito, Bè, Hedzranawé, Sagbado, Port, Agoè, Aflao gakli) - Radio Sport FM - CaP Esso Kégué - Siège de la FTF FOMEH SPORT à Djagblé

SCAN POUR ACHETER TON TICKET 20% DE RÉDUCTION DU 1ER AU 5 SEPTEMBRE

GRADINS SOLAIRES : 1 000 FCFA / GRADINS COUVERTS : 2 000 FCFA / TRIBUNES COUVERTES : 3 000 FCFA / TRIBUNE OFFICIELLE : 20 000 FCFA

QUALIFIERS

YAS LG Ramco Voltic SIVOP SNB

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

\* Nombre d'enfants par femme. \*\* Nombre de décès pour 1000 enfants. \*\*\* Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : [tresor.economie.gouv.fr](http://tresor.economie.gouv.fr)

## Acquisition de deux avions Airbus A330-900 Néo par Air Côte d'Ivoire

## Un financement de la BOAD et de la BADEA

La compagnie nationale ivoirienne se lance sur le long-courrier avec une ligne Abidjan-Paris dès octobre, opérée six fois par semaine. Équipée de deux nouveaux Airbus A330-900neo, Air Côte d'Ivoire veut rivaliser avec Air France et Corsair sur un axe hautement concurrentiel.

Air Côte d'Ivoire va lancer une ligne reliant Abidjan à Paris le 1er octobre 2025. La compagnie aérienne ivoirienne Air Côte d'Ivoire va lancer une ligne reliant Abidjan à Paris le 1er octobre, notamment grâce à deux nouveaux Airbus A330-900neo, dont le premier a atterri à Abidjan jeudi. Il s'agit de la première ligne hors d'Afrique pour la compagnie nationale, qui a pour ambition de devenir "la porte d'entrée et de sortie de l'Afrique de l'Ouest et du Centre vers le reste du monde". Si plusieurs compagnies africaines volent régulièrement vers l'Europe à l'image d'Ethiopian Airlines ou Kenya Airways, seuls Air Sénégal et Rwandair assuraient pour l'instant de telles liaisons en Afrique subsaharienne francophone. "Le développement ne peut pas se faire sans mobilité. Sur les 54 pays d'Afrique vous n'avez que six compagnies nationales pour sortir du continent",



a expliqué jeudi Laurent Loukou, le directeur général de la compagnie, devant la presse. Dès le 1er octobre, Air Côte d'Ivoire assurera six vols par semaine puis sept à compter du 15 novembre. "Pour nous c'est un combat, et ce long courrier n'est qu'une bataille de gagnée", a affirmé M. Loukou. Air Côte d'Ivoire desservait jusqu'ici 21 destinations régionales, en plus de cinq villes ivoiriennes. Jeudi, une cérémonie était organisée à

l'aéroport d'Abidjan pour réceptionner en grande pompe le premier Airbus, arrivé de Toulouse avec à son bord une délégation composée de ministres et de la Première dame, Dominique Ouattara. "L'équilibre financier de Air Côte d'Ivoire est en train d'être retrouvé. Les résultats, positifs, nous encouragent", a déclaré Amadou Koné, le ministre ivoirien des Transports. Pour Laurent Loukou, la nouvelle ligne deviendra

rentable pour la compagnie "au bout de quatre ou cinq ans maximum". Air Côte d'Ivoire s'insère sur

un marché concurrentiel puisque trois vols quotidiens - deux d'Air France et un de Corsair - font la

navette entre Abidjan et Paris. A compter du mois d'octobre, Air Côte d'Ivoire proposera également trois vols par semaine vers Beyrouth, au Liban. Et dans les cinq prochaines années, des lignes vers Genève, Londres et les États-Unis devraient voir le jour, a assuré Laurent Loukou. La compagnie Air Côte d'Ivoire a été créée en 2012 succédant à la défunte Air Ivoire, avec comme objectif de devenir "la compagnie leader et de référence de l'Afrique de l'Ouest et du centre". L'État de Côte d'Ivoire en est l'actionnaire majoritaire et Air France détient quelque 11% des parts.

© Agence France-Presse

### La BOAD est heureuse d'avoir été associée à cette opération majeure, portant sur l'acquisition de deux A330-900 Néo, qui permettront à Air Côte d'Ivoire de lancer des vols long-courriers au départ d'Abidjan.

Le coût total des deux appareils s'élève à 166 931 MFCFA, dont 107 031 MFCFA mobilisés grâce au mandat confié à la BOAD. Nous remercions les Autorités ivoiriennes pour leur confiance et saluons l'appui de la BADEA - Arab Bank for Economic Development in Africa, qui a cofinancé l'opération à hauteur de 77 031 MFCFA. Le finan-

cement complémentaire de 30 000 MFCFA, octroyé par la BOAD à l'État en mars 2025, a permis de boucler l'opération. L'aboutissement de ce projet permettra à Air Côte d'Ivoire de desservir 30 destinations dans le monde, dont 24 en Afrique et 6 en Europe et Amérique, contribuant ainsi aux objectifs du Plan National de Développement

(PND), notamment le Pilier 1 : accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappes.

Le Président de la BOAD, Serge EKUE, a eu l'honneur de participer au vol inaugural Toulouse-Abidjan.



## Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

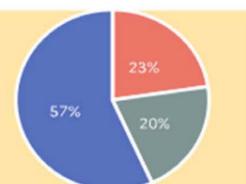
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Togo

# Un studio d'animation redessine les récits africains

Dans un quartier populaire de Lomé, la capitale togolaise, les équipes du studio d'animation Aruka ont pour ambition de réinventer les récits africains, afin de montrer une image de leur continent à rebours des clichés.



● Nicole ESSO

Dessinateurs, monteurs, doubleurs assis devant leurs ordinateurs dans une petite salle, une douzaine de jeunes travaillent sur les prochaines productions de ce studio, créé en 2017. «Aujourd'hui, on veut montrer une Afrique qui crée, qui innove, qui participe à la construction du monde, aux antipodes de l'image qui est l'Afrique de la famine, des guerres», explique à l'AFP, Boris Kpadenou, le directeur du studio. «En tant qu'Africains, et surtout en tant qu'artistes, on se doit d'être les ambassadeurs de notre continent. Ce n'est pas seulement la volonté de montrer une bonne image, mais c'est de refléter la réalité», ajoute t-il. Les productions d'Aruka, notamment diffusées sur Youtube et présentées dans des festivals, peuvent s'inspirer de la vie quotidienne, comme «La voix du bébé», un film d'animation sur la grossesse, ou de traditions à l'image de «Wiyao», qui aborde des rites de passage à l'âge adulte dans le nord du Togo. «Cette créativité vient de tout ce qu'on a lu, tout ce qu'on a connu, de notre propre histoire, de ce que nos ancêtres ont été, ce qu'ils ont vécu», confirme Emmanuel Yemey, chef animateur 2D.

«Répondre à un

besoin»

Aruka tente de «répondre à un besoin qui est le manque de représentativité des histoires africaines à l'écran et surtout à l'endroit des enfants», précise son directeur. «L'animation commence par le scénario. Ensuite, notre travail consiste à transformer le texte en images mobiles», détaille M. Yemey devant ses deux écrans. «Nous choisissons les personnages d'après les descriptions faites dans le scénario en recherchant une certaine originalité, afin d'éviter de plagier d'autres auteurs ou studio», précise t-il. L'ensemble du studio est composé de trois salles dont une salle de prise de voix et de montage ainsi qu'une autre dédiée aux dessins, avec le matériel informatique nécessaire pour créer un dessin animé. Le studio est animé par de jeunes volontaires étudiants passionnés de dessins et quelques professionnels rémunérés, tous âgés entre 20 et 27 ans. «On aimerait avoir du personnel qualifié, mais il n'y a pas d'école d'animation au Togo. Donc aujourd'hui on reçoit des étudiants qui ont des prérequis en dessin (...) on les forme, avant de les faire travailler sur des projets», explique Boris Kpadenou. Kadi Tchapo, étudiante de 22 ans, cumule plusieurs fonctions: doubleuse principale pour la série «Ma famille imparfaite» qu'elle met aussi en couleur. «J'aime le dessin et l'anima-

tion. Je ne suis pas professionnelle mais j'apprends beaucoup», explique t-elle.

## La question du financement reste un défi pour Aruka qui signifie «sage» en langue ifè du sud du Togo.

«Nos moyens financiers sont limités, car nous ne recevons pas de subventions locales, ni extérieures. On a pas de matériel adéquat et peu de main-d'œuvre qualifiée. Nous n'avons même pas de groupe électrogène, alors que nous faisons face à des coupures intempestives d'électricité», déplore M. Kpadenou. Le studio fonctionne sur fonds propres, issus notamment des revenus des spots publicitaires qu'il tourne. Mais son directeur reste prudent au sujet de subventions venues de l'étranger. Pas question pour lui de perdre son identité. «En Afrique en général, le cinéma que nous faisons sur la base des subventions extérieures, ne nous permet pas d'avoir les mains libres pour faire ce que nous voulons», affirme t-il. «Ce qu'on raconte n'est plus authentique. Le texte est édulcoré et ne reflète pas vraiment notre réalité. C'est tout un combat à mener», conclut-il.

# « Mois de consommer local »

## La 6<sup>e</sup> édition annoncée du 1er au 31 octobre prochains

Le ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, Mme Kayi Mivedor-Sambiani, à travers un communiqué du 26 août, a annoncé la tenue de la sixième édition du « Mois de consommer local », prévue du 1er au 31 octobre prochains.

Placée sous le thème : « Compétences et innovations au service de la compétitivité des produits locaux », cette édition vise à renforcer la dynamique de consommation locale à travers le pays. Elle permettra notamment aux parties prenantes de faire le point sur les précédentes éditions, de proposer de nouvelles stratégies, et de soutenir la compétitivité des entreprises togolaises sur les marchés nationaux et régionaux. Selon le communiqué, les activités inscrites à l'agenda comprennent une cérémonie de lancement à Lomé, des communications, des expositions-ventes de produits « Made in Togo », des visites d'entreprises, ainsi que des campagnes médiatiques sur



les biens et services locaux. Le ministre encourage « les opérateurs économiques, notamment les acteurs de la chaîne de production, de transformation et de distribution, à profiter de cette initiative pour accroître la visibilité de leurs produits ». Mme Mivedor-Sambiani

exhorte également les responsables de services publics à privilégier les biens et services d'origine locale dans leurs approvisionnements, conformément à la circulaire gouvernementale n°002/20/PM/CAB du 07 octobre 2020.

ATOP

# Commerce

## Les acteurs sensibilisés sur la concurrence loyale, la protection des consommateurs et le marquage des produits

Des acteurs du commerce, représentants de la société civile, importateurs et exportateurs de denrées alimentaires, ainsi que des responsables de la protection des consommateurs ont pris part, le jeudi 28 août à Lomé, à une rencontre de sensibilisation axée sur trois thématiques majeures : la concurrence loyale, la protection des consommateurs et le marquage des produits.

Organisée par le ministère du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, en partenariat avec la Société industrielle et commerciale de produits alimentaires (SICPA) et la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo), cette initiative vise à renforcer la régulation du marché et à garantir les droits des consommateurs. Les échanges ont mis en évidence l'importance d'une concurrence saine comme moteur de croissance économique. Les experts ont rappelé que les pratiques anti-concurrentielles telles que les ententes illicites, les abus de position dominante ou la fixation des prix freinent l'innovation, nuisent aux entreprises et portent atteinte aux droits des consommateurs. Ils ont invité les commerçants à privilégier la transparence, le respect des normes de qualité et la bonne



gestion des réclamations. Le marquage des produits, souvent négligé dans les circuits informels, a également été souligné comme un outil essentiel d'information et de traçabilité, garantissant la sécurité et la confiance des consommateurs. Représentant le ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, M. Koffi Vinyo Mensah a insisté sur trois principes fondamentaux pour bâtir un marché compétitif et transparent notamment la loyauté commerciale, pour bannir

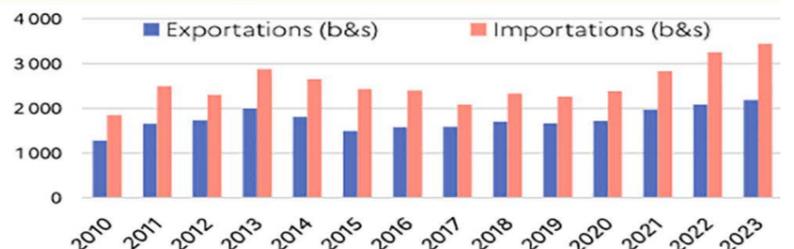
les pratiques déloyales ; la protection des consommateurs, afin de leur assurer des produits sûrs, étiquetés et conformes ; la responsabilité partagée entre l'État, la CCI-Togo, les associations professionnelles et les opérateurs économiques. Les participants ont salué cette démarche, soulignant l'importance d'une formation continue et d'une concertation régulière pour consolider un marché respectueux des règles et protecteur des droits des consommateurs.

ATOP/IS/AJA

# Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)

	2021	2022	2023
Exportations de biens et services (BM)	1 971	2 091	2 192
Importations de biens et services (BM)	2 833	3 259	3 441
Balance des biens et services (BM)	- 861	- 1 167	- 1 249



● Source : tresor.economie.gouv.fr

# TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



- 
**» Couverture médiatique**
- 
**» Insertion publicitaire**
- 
**» Publi-reportage ...**

*Accédez à notre **Site Web** et tenez vous informer en temps réel de toute l'actualité !!*

*... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...*

**BCEAO**

# Nouvelles licences fintech dans l'UEMOA ce que ça change pour le marché ivoirien

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) accélère l'octroi de licences fintech dans l'espace UEMOA.



En Côte d'Ivoire, cette dynamique redéfinit les règles du jeu pour les acteurs du mobile money, des paiements digitaux et des startups innovantes. Opportunités, contraintes et perspectives : décryptage de Socialnetlink.

## Un virage stratégique pour encadrer la révolution numérique

Depuis plusieurs années, les paiements digitaux connaissent une croissance exponentielle dans l'UEMOA, portée par le mobile money et les nouvelles solutions de transfert. En 2024, plus de 22 millions de comptes de mobile money étaient actifs en Côte d'Ivoire, représentant une part importante des transactions électroniques de la région.

Face à cette explosion, la BCEAO a choisi de renforcer son cadre réglementaire. Désormais, toute fintech qui souhaite opérer légalement dans l'espace UEMOA doit disposer d'un agrément spécifique :

- Établissement de monnaie électronique (EME) ;
- Établissement de paiement (EP) ;
- ou encore Partenaire technique agréé.

Cette mesure vise à sécuriser les transactions, lutter contre le blanchiment d'argent, et protéger les consommateurs.

## Qui a obtenu quoi ? Les premiers acteurs agréés

En 2025, plusieurs fintechs ont déjà franchi le pas et obtenu leur licence officielle. Parmi elles :

- Des acteurs régionaux du mobile money, en partenariat avec des opérateurs télécoms ;
- De nouvelles startups spécialisées dans les paiements marchands et les solutions de e-commerce ;
- Des entreprises locales qui

développent des services de micro-crédit digital.

Ce mouvement reflète la volonté de la BCEAO de professionnaliser un secteur longtemps dominé par des opérateurs télécoms (MTN, Orange, Wave). Désormais, les fintechs indépendantes ont la possibilité de se positionner sur le marché, mais à condition de répondre aux exigences strictes du régulateur.

## Ce que ça change pour la Côte d'Ivoire

1. Des barrières à l'entrée plus élevées  
Pour obtenir une licence, une fintech doit justifier de fonds propres minimums (souvent plusieurs centaines de millions de FCFA), mettre en place un système de gouvernance solide, et assurer une traçabilité complète des opérations. Cela limite l'arrivée de petits acteurs non structurés, mais renforce la confiance dans l'écosystème.

2. Une nouvelle donne pour les investisseurs  
Avec une licence BCEAO en poche, une startup devient plus crédible auprès des investisseurs internationaux. Les fonds de capital-risque, qui scrutent de plus en plus l'Afrique de l'Ouest, privilégient désormais les fintechs régulées et conformes.

3. Vers plus de concurrence dans les paiements marchands

En Côte d'Ivoire, les commerçants et e-commerçants se plaignent souvent des coûts élevés liés aux solutions de paiement. L'arrivée de fintechs agréées devrait stimuler la concurrence et, à terme, faire baisser les tarifs tout en améliorant l'expérience utilisateur.

## La checklist de conformité : ce que la BCEAO exige

Pour les fintechs, respecter les standards de la BCEAO

implique :

- Mettre en place un système KYC (Know Your Customer) fiable pour vérifier l'identité des clients ;
  - Déployer des outils de lutte anti-blanchiment (AML) et contre le financement du terrorisme ;
  - Publier régulièrement des rapports financiers au régulateur ;
  - Assurer la sécurité des plateformes (cryptage, sauvegarde des données, audits).
- Un retard ou un manquement peut entraîner des sanctions lourdes : suspension d'activité, amende, voire retrait de licence.

## Opportunités 2025-2026 : quelles niches à explorer ?

La dynamique actuelle ouvre plusieurs pistes d'innovation pour les fintechs ivoiriennes :

- Paiements B2B : solutions adaptées aux PME et grandes entreprises ;
- Services transfrontaliers : transferts rapides entre pays de l'UEMOA ;
- Finance inclusive : produits de micro-épargne et micro-assurance pour les populations non bancarisées ;
- Intégration avec l'e-commerce : paiements instantanés et sécurisés pour les marketplaces locales.

Selon plusieurs experts, "les fintechs ivoiriennes qui sauront allier conformité et innovation attireront non seulement les clients, mais aussi les investisseurs."

En Côte d'Ivoire, la mise en œuvre du nouveau cadre BCEAO n'est pas une contrainte mais une opportunité pour crédibiliser l'écosystème fintech. L'heure est à la structuration : seules les entreprises capables de conjuguer innovation, rigueur et transparence tireront leur épingle du jeu.

Avec osiris

## Mobile Money en Côte d'Ivoire

# MTN enlève les frais, Wave riposte – qui gagne la bataille ?

La guerre des prix s'intensifie sur le marché du mobile money en Côte d'Ivoire. MTN a récemment supprimé certains frais de retrait, obligeant ses concurrents – en premier lieu Wave – à réagir.

● Junior AREDOLA

Derrière cette bataille commerciale, ce sont des millions d'utilisateurs et des milliers de commerçants qui attendent de voir les effets sur leur portefeuille.

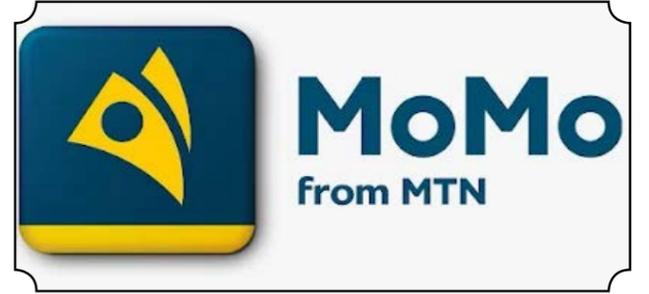
## MTN Côte d'Ivoire frappe un grand coup

En 2025, MTN Côte d'Ivoire a annoncé une mesure choc : la suppression des frais sur plusieurs opérations de retrait d'argent via mobile money. L'objectif affiché est clair : attirer davantage de clients et renforcer son leadership sur un marché où les marges s'érodent. Selon des sources proches de l'opérateur, cette décision répond à deux impératifs : Concurrence accrue avec Wave, dont la promesse historique est la gratuité ou les frais réduits ; Demande sociale forte face au coût élevé des transactions, régulièrement critiqué par les consommateurs.

## La riposte de Wave

Depuis son arrivée en Côte d'Ivoire en 2021, Wave a bouleversé le marché en imposant des frais très bas (1% pour les retraits, gratuits pour les dépôts). Sa stratégie a rapidement conquis une large base d'utilisateurs, au point de contraindre MTN et Orange à revoir leur tarification. Aujourd'hui, Wave se retrouve face à un dilemme : Maintenir son modèle de bas coûts au risque de réduire encore ses marges ; Ou innover avec de nouveaux services (paiements marchands, micro-crédit, transferts internationaux) pour compenser la pression concurrentielle.

## Un marché sous tension; Les consommateurs en première ligne



Pour les usagers ivoiriens, cette compétition est une bonne nouvelle. Baisse des frais = gain immédiat de pouvoir d'achat. Cependant, certains experts redoutent que cette stratégie de prix cassés ne soit pas soutenable à long terme, surtout si elle fragilise la rentabilité des opérateurs. Côté marchands, la multiplication des offres est une opportunité. De plus en plus d'enseignes et de petits commerces adoptent le paiement digital, mais réclament une baisse durable des commissions. Si la tendance se confirme, cela pourrait accélérer l'inclusion financière et la digitalisation de l'économie ivoirienne. La BCEAO observe attentivement cette bataille. Car derrière la guerre des prix se joue aussi la question de la sécurité et de la viabilité des services financiers mobiles. Une guerre trop agressive pourrait fragiliser l'écosystème et favoriser les pratiques informelles.

services : micro-crédit, assurance, épargne digitale... Les opérateurs chercheront de nouvelles sources de revenus. Consolidation du marché : face à l'érosion des marges, une alliance ou une absorption d'acteurs n'est pas à exclure. Renforcement de la régulation : la BCEAO pourrait intervenir pour encadrer cette compétition et préserver la stabilité du système.

## Une guerre qui profite (pour l'instant) aux usagers

La suppression des frais de retrait par MTN marque une nouvelle étape dans la bataille pour dominer le mobile money en Côte d'Ivoire. Pour les consommateurs, c'est un soulagement immédiat. Mais à moyen terme, la question reste entière : cette guerre des prix est-elle tenable pour les opérateurs, et qui en sortira gagnant ?



## Les scénarios possibles pour 2025-2026

Baisse généralisée des tarifs : si MTN maintient sa politique et que Wave suit, Orange sera contraint de s'aligner. Diversification des



Opérateur	Frais frais dépôt	Frais retrait	Paiement marchand	Nouveaux services
MTN	Gratuit	0% (certaines tranches)	Commissions variables	Micro-crédit en test
Wave	Gratuit	1%	Gratuit pour le marchand	Assurance & micro-épargne
Orange	Gratuit	1-3% selon le montant	Paiement via QR code	Transfert international

(Tarifs indicatifs, susceptibles d'évoluer en 2025)

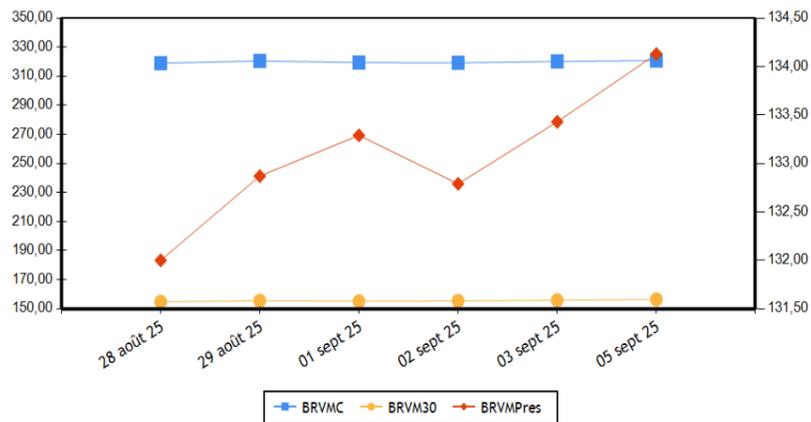
# BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 5 septembre 2025

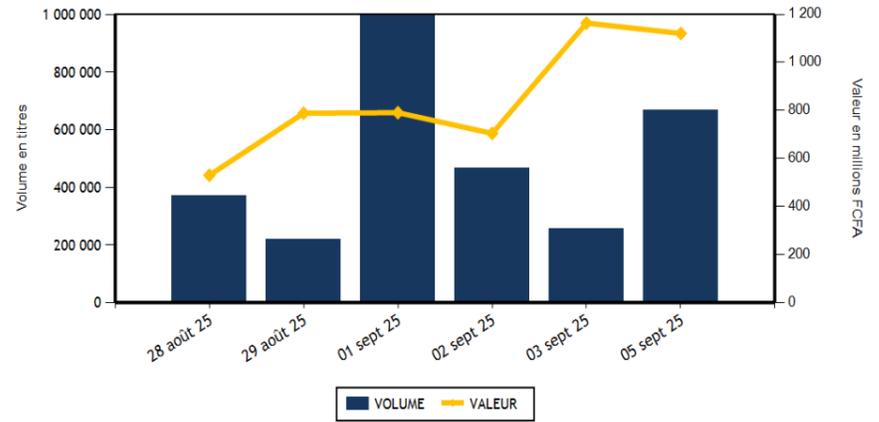
N° 167

BRVM COMPOSITE	320,85	BRVM 30	156,50	BRVM PRESTIGE	134,13
Variation Jour	0,21 % ↑	Variation Jour	0,39 % ↑	Variation Jour	0,52 % ↑
Variation annuelle	16,24 % ↑	Variation annuelle	12,80 % ↑	Variation annuelle	16,80 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	12 370 638 852 029	0,21 %
Volume échangé (Actions & Droits)	627 272	143,98 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	715 765 073	-38,34 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	23	53,33 %
Nombre de titres en baisse	14	-30,00 %
Nombre de titres inchangés	9	-18,18 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 914 281 535 142	-0,06 %
Volume échangé	41 752	13 771,10 %
Valeur transigée (FCFA)	404 859 205	13 350,61 %
Nombre de titres transigés	9	200,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	7	133,33 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	9 850	7,07 %	14,47 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 930	6,93 %	0,52 %
BICI CI (BICC)	16 395	3,44 %	17,11 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	12 450	3,23 %	41,56 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 625	3,14 %	19,32 %

## PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	805	-7,47 %	96,34 %
UNILEVER CI (UNLC)	42 000	-6,67 %	548,65 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	905	-6,22 %	50,83 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 255	-6,04 %	-1,74 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 500	-2,34 %	8,70 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	134,13	0,52 %	16,80 %	37 388	349 460 975	10,22
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	192,25	0,21 %	39,20 %	589 884	366 304 098	12,64

## INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	249,77	-0,83 %	112,82 %	54 640	114 062 475	8,52
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	723,74	-0,29 %	-5,27 %	21 390	205 836 565	9,95
BRVM - FINANCES	16	128,07	1,42 %	25,87 %	501 870	268 396 873	8,41
BRVM - TRANSPORT	1	348,80	1,79 %	6,15 %	1 139	1 611 760	3,68
BRVM - AGRICULTURE	5	329,93	0,20 %	67,42 %	11 737	68 667 745	10,62
BRVM - DISTRIBUTION	7	395,92	-2,21 %	18,09 %	33 442	48 352 475	55,44
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	615,64	-0,76 %	-5,21 %	3 054	8 837 180	10,80

## INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	94,42	-0,31 %	-5,58 %	17 972	194 624 500	9,84
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	122,66	-3,53 %	22,66 %	41 993	43 575 250	77,72
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	125,86	1,42 %	25,86 %	501 870	268 396 873	8,41
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	208,32	-0,88 %	108,32 %	13 985	103 896 410	9,31
BRVM - INDUSTRIELS	6	138,17	1,20 %	38,17 %	30 790	58 555 470	4,96
BRVM - ENERGIE	4	107,77	0,82 %	7,77 %	17 244	35 504 505	13,22
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	104,00	0,00 %	4,00 %	3 418	11 212 065	8,57

## Africa's Business Heroes 2025

## 20 entrepreneurs africains en lice pour les demi-finales à Dakar

Africa's Business Heroes, initiative philanthropique d'Alibaba Philanthropy, a dévoilé le 1er septembre 2025, la liste des 20 entrepreneurs africains qualifiés pour ses demi-finales. Celles-ci se tiendront les 10 et 11 septembre à Dakar, marquant la première organisation de l'événement dans un pays francophone et au Sénégal.



Près de 32.000 dossiers avaient été soumis depuis tout le continent. Après plusieurs étapes dont les entretiens du deuxième tour avec les 50 meilleurs candidats et une vérification approfondie, seuls 20 entrepreneurs ont été retenus. Ils représentent 9 pays et 10 secteurs d'activité, allant de la santé et de l'agriculture à la fintech, l'éducation ou encore la logistique. «Année après année, nous sommes inspirés par le calibre des entrepreneurs que nous voyons à l'ABH», souligne Zahra Baitie-Boateng, Directrice Générale d'ABH pour l'Afrique. Selon elle, les tendances qui émergent confirment le dynamisme du continent. Transformation numérique, modèles d'abonnement évolutifs, entreprises à impact social, inclusion financière et durabilité environnementale.

Les 20 demi-finalistes devront convaincre un jury prestigieux composé de figures reconnues de l'écosystème entrepreneurial et de l'investissement dont Hasan Haidar, Directeur Général de PlusVC, expert du capital-risque; Moulaye Tabouré, PDG et fondateur d'Anka, ancien lauréat du concours; Jason Pau, vice-président du groupe Alibaba et Directeur Général (international) de la Fondation Jack Ma. Leurs critères d'évaluation sont entre autres innovation, impact, évolutivité et leadership. Les candidats retenus accéderont à la grande finale et concourront pour une place dans le Top 10, avec à la clé des subventions comprises entre 100.000 et 300.000 dollars américains ainsi que des opportunités de mentorat et de réseautage à l'international. La tenue de cette demi-finale

au Sénégal traduit la montée en puissance du pays comme pôle d'innovation en Afrique. Avec une croissance économique projetée à 8,6% et l'organisation des Jeux olympiques de la jeunesse en 2026, le pays s'impose comme un carrefour régional. L'événement bénéficie du soutien de partenaires majeurs tels que Wave, Sonatel et InTouch Group, mais aussi de structures de l'écosystème local comme Ignite.E, Impact Hub Dakar, SenStartup et African Leadership University. «Pour nous, il s'agit plus que d'un simple parrainage. C'est un engagement à autonomiser les entrepreneurs, à accélérer l'innovation et à positionner le Sénégal comme un pôle de la transformation économique de l'Afrique», affirme Coura Tine Sene, directrice régionale et responsable des affaires publiques de Wave.

## Les 20 demi-finalistes 2025

- 1- Adriaan Kruger – nuvoteQ (Afrique du Sud) – HealthTech
  - 2- Baraka Chijenga – Kilimo Fresh Foods Africa (Tanzanie) – AgriTech
  - 3- Blandine Umuziranenge – Kosmotive (Rwanda) – HealthTech / Autonomisation des femmes
  - 4- Bundi Mbuthia – Uzapoint Technologies (Kenya) – Tech pour PME
  - 5- Diana Gerald – NovFeed (Tanzanie) – AgriTech / Biotech
  - 6- Gohar Said – Suplyd (Égypte) – FoodTech / Chaîne d'approvisionnement
  - 7- Janet Kuteli – Fortune Credit (Kenya) – FinTech / Microfinance
  - 8- Jean Lobe Lobe – Waspito (Cameroun) – HealthTech / Télémedecine
  - 9- Jessica Roussos – BluLever Education (Afrique du Sud) – EdTech / Formation professionnelle
  - 10- Khadija Churchill – Kwanza Tukule Foods (Kenya) – FoodTech / Distribution
  - 11- Louisa Olafuyi – Kunda Kids (Ouganda) – EdTech / Médias pour enfants
  - 12- Mofehintolu Funso – CredPal (Nigéria) – FinTech / Accès au crédit
  - 13- Dr. Moka Lantum – CheckUps Medical Center (Kenya) – Santé / FinTech
  - 14- Mukashahaha Diane – DIKAM Ltd (Rwanda) – Textile / Autonomisation
  - 15- Neamat Eltazi – Poultry Sync (Égypte) – AgriTech / Durabilité
  - 16- Racine Sarr – SAWA by Shop Me Away (Sénégal) – Logistique / Plateformes numériques
  - 17- Samwel Bahebe Ezikiel – Mwamba Mining (Tanzanie) – Exploitation minière / Durabilité
  - 18- Siny Samba – Le Lionceau (Sénégal) – FoodTech / Nutrition infantile
  - 19- Thomas Brennan Patrick – Franc Group (Afrique du Sud) – FinTech / Gestion de patrimoine
  - 20- Wycliffe Omondi Onyango – BuuPass (Kenya) – Transport / Billetterie numérique
- Lancé en 2019, Africa's Business Heroes est aujourd'hui à sa 7<sup>e</sup> édition. L'initiative soutient des entrepreneurs africains porteurs de solutions innovantes et durables, capables d'impacter positivement leurs communautés.  
Brunelle Tchobo

## Climat

## Plus de 80 experts étrillent un rapport de l'administration Trump

Plus de 80 experts scientifiques étrillent mardi un rapport de l'administration Trump sur le changement climatique, dénonçant des failles méthodologiques, des manipulations de faits et des références à des recherches discréditées.

Publié fin juillet par le ministère de l'Énergie du président américain Donald Trump, notoirement climatocéptique, ce document remet en cause plusieurs consensus scientifiques, notamment sur l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes. «Ce rapport est une parodie de science», fustige Andrew Dessler, professeur en sciences de l'atmosphère à l'université Texas A&M, dans un communiqué. Dans un document de plus de 400 pages publié mardi, M. Dessler et plus de 80 autres scientifiques dissèquent la méthode et le contenu du rapport, et en rejettent les conclusions. À travers leur analyse, ils mettent en évidence le recours des auteurs à des «tactiques similaires à celles employées par l'industrie du tabac» pour minimiser



les effets délétères du tabagisme sur la santé. Le rapport «repose sur des idées rejetées depuis longtemps, étayées par des interprétations erronées des connaissances scientifiques, des omissions de faits importants (...) et des biais de confirmation», accuse ainsi M. Dessler.

## Premier émetteur historique de CO2

Depuis son retour au pouvoir, Donald Trump a enclenché une marche arrière toute en matière de lutte contre le changement climatique, sor-

tant une nouvelle fois la première puissance mondiale de l'Accord de Paris sur le climat, sapant les agences scientifiques et détricotant de nombreuses mesures environnementales. Fin juillet, son administration a ouvert la voie à l'annulation d'une décision clé dans la régulation des émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis, premier émetteur historique de CO2 dans le monde. Pour justifier une telle mesure, le ministère américain de l'Énergie a publié ce rapport décrié et annoncé qu'il allait réévaluer des études scientifiques de référence sur le climat. Cette tentative de remise en cause du consensus sur le changement climatique indignent les scientifiques, qui tentent de contrer ces efforts.

(afp)

## Ukraine

## Le siège du gouvernement incendié après une attaque aérienne russe record

Plus de 800 drones et missiles ont visé l'Ukraine dans la nuit de samedi à dimanche. À Kiev, le toit du siège du gouvernement a pris feu. Au moins cinq personnes ont été tuées. Moscou revendique de nouveaux gains territoriaux, tandis que l'Europe dénonce des frappes «indiscriminées».

L'armée russe affirme avoir visé à Kiev des «sites du complexe militaro-industriel ukrainien et des infrastructures de transport». La guerre en Ukraine a franchi un nouveau seuil. Dimanche, le siège du gouvernement à Kiev a été partiellement incendié après une attaque aérienne russe d'une ampleur inédite, impliquant plus de 800 drones et missiles. Selon l'armée de l'air ukrainienne, la Russie a tiré 810 drones et 13 missiles, dont 747 et quatre ont été interceptés. Un bilan qui en fait la plus grande attaque aérienne depuis le début de l'invasion en février 2022. Au moins cinq personnes ont été tuées, dont une jeune femme et son bébé de deux mois dans la capitale, et plus d'une vingtaine blessées. «Pour la première fois, le toit et les étages supérieurs du siège du gouvernement ont été endommagés à cause d'une attaque ennemie», a confirmé la Première ministre Ioulia Svyrydenko. Les pompiers sont parvenus à maîtriser l'incendie. Plusieurs immeubles résidentiels ont également été touchés à Kiev.



## Macron dénonce des frappes menées de manière indiscriminée

L'armée russe affirme avoir visé des «sites du complexe militaro-industriel ukrainien et des infrastructures de transport». Pour la Première ministre ukrainienne, «le monde doit répondre à cette destruction non seulement par des mots, mais par des actions», en réclamant sanctions accrues et livraisons d'armes. À Paris, Emmanuel Macron a dénoncé des frappes menées «de manière indiscriminée» qui traduisent l'«enfermement de la Russie dans la logique de guerre et de terreur». La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a, elle aussi, condamné un Kremlin qui «tue sans discernement». Sur le front, l'armée russe a revendiqué dimanche la prise d'une nouvelle localité dans

la région de Dnipropetrovsk, dans le centre du pays. Moscou contrôle désormais environ 20 % du territoire ukrainien. L'Ukraine a annoncé en représailles des frappes sur une usine dans la région russe de Briansk et une raffinerie dans celle de Krasnodar, dans le sud.

## Des négociations bloquées

Cette nouvelle escalade intervient alors que les efforts diplomatiques piétinent. Donald Trump a reçu en août Vladimir Poutine en Alaska, puis Volodymyr Zelensky et plusieurs dirigeants européens à Washington. Mais les positions de Moscou et Kiev restent irréconciliables. Vingt-six pays, réunis jeudi à Paris, ont réaffirmé leur engagement à garantir la sécurité de l'Ukraine après une éventuelle fin des hostilités. Moscou a déjà prévenu qu'un déploiement de militaires occidentaux ferait de ces soldats des «cibles légitimes». Donald Trump a indiqué qu'il devait s'entretenir de nouveau avec Vladimir Poutine «prochainement».

(Avec AFP)

## African Business

## À Alger, des appels à une accélération du commerce intra-africain

L'ouverture du Salon du commerce intra-africain (IATF) a été l'occasion de plaidoyers de plusieurs dirigeants du continent en faveur du libre-échange continental.

Le principal événement africain consacré au commerce et à l'investissement, le Salon du commerce intra-africain 2025 (IATF2025), s'est ouvert à Alger. Une initiative d'Afreximbank, de la Commission de l'Union africaine et du Secrétariat de la ZLECAF (Zone de libre-échange continental africaine). L'occasion pour ces derniers d'appeler les pays africains à accélérer la croissance du commerce intra-africain et à stimuler l'intégration économique. L'événement devrait faciliter la conclusion d'accords commerciaux et d'investissement d'une valeur totale de plus de 44 milliards de dollars. Alors que les exportations africaines hors du continent ne représentent que 20 % des produits manufacturés, 45 % du commerce entre les pays africains concerne des produits manufacturés. S'adressant aux délégués,



le président algérien Abdelmadjid Tebboune a mis les pays au défi d'approfondir leurs liens économiques en augmentant les flux commerciaux afin de stimuler la croissance, de créer des emplois et de protéger les économies des effets des événements géopolitiques mondiaux actuels. Le Président a souligné la nécessité de renforcer la connectivité à travers le continent en comblant les lacunes en matière d'infrastructures qui faciliteront le commerce intra-africain. Il a énuméré les projets d'infrastructure régionaux en cours en Algérie, notamment la route transsaharienne reliant Alger aux

pays voisins, le gazoduc algérien qui répond aux besoins énergétiques de la région et la fibre optique pour la souveraineté numérique. Cela s'ajoute au renforcement des liaisons aériennes et maritimes avec les pays voisins. De son côté, l'ancien président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, également président du conseil consultatif de l'IATF, a rappelé l'importance de l'événement qui réunit 48 pays africains. « Au cours des éditions précédentes, qui se sont étalées sur plus de huit ans, l'IATF a démontré sa capacité à mettre en relation des acheteurs, des vendeurs, des investisseurs, des innovateurs et des gouvernements de

tous les coins de l'Afrique et désormais de l'Afrique mondiale. L'IATF est devenu le moteur qui accélère l'expansion du commerce et les flux d'investissement. » Olusegun Obasanjo a mis en avant le projet hydroélectrique Julius Nyerere (barrage de Rufiji), d'une valeur de 2,9 milliards \$, l'un des plus grands projets d'infrastructure énergétique en Afrique parmi les nombreuses réussites de l'IATF. L'accord a été conclu lors du salon de 2018, au Caire entre des entrepreneurs égyptiens et le gouvernement tanzanien et exécuté uniquement par des entreprises africaines, devenant ainsi le plus grand contrat « EPC » intra-africain du continent.

**La composition des échanges évolue**

Le secrétaire général du secrétariat de la ZLECAF, Wamkele Mene, a mis les dirigeants au défi d'accélérer la mise en œuvre du libre-échange à l'africaine, afin de renforcer la résilience et de préserver les intérêts collectifs du continent à la lumière

des incertitudes mondiales actuelles et de l'évolution des modèles commerciaux. « Le commerce intra-africain a fortement rebondi en 2024, atteignant 220,3 milliards de dollars, soit une augmentation de 12,4 % par rapport à 2023. Cette reprise souligne la confiance croissante dans le modèle d'intégration de l'Afrique dans le cadre de la ZLECAF. » Poursuivant l'analyse des chiffres, qui montrent une évolution progressive de la composition des échanges commerciaux du continent. « Si les matières premières continuent de dominer, on observe une croissance nette dans les secteurs des machines, des véhicules à moteur, des produits alimentaires, des produits chimiques et de l'électronique. Cette évolution marque la transition de notre continent d'une dépendance vis-à-vis des matières premières brutes vers une diversification industrielle, une transition qui ne pourra être soutenue que par des chaînes logistiques et de valeurs manufacturières plus solides »,

analyse Wamkele Mene. Toujours sur le terrain des statistiques, la vice-présidente de la Commission de l'Union africaine, Amb Selma Malika Haddadi, a fait remarquer que l'Afrique ne contribue qu'à hauteur de 2,9 % au commerce mondial et que, si le commerce intra-africain ne représente encore qu'une petite fraction du commerce total du continent, il est en augmentation constante, avec une croissance de 27 % entre 2017 et 2023. « Notre commerce interne peut être un puissant moteur d'industrialisation. En effet, contrairement à notre commerce international, le commerce intra-africain est principalement tiré par les produits manufacturés. Alors que les exportations africaines hors du continent ne représentent que 20 % des produits manufacturés, 45 % du commerce entre les pays africains concerne des produits manufacturés.

**HOROSCOPE finance**

**Bélier** Vous voudrez satisfaire un de vos caprices, et la Lune en cet aspect risque de vous entraîner dans des dépenses impulsives, dépenses que vous seriez amené à regretter par la suite. Revenez vite à la réalité.

**Taureau** Avec la Lune mal aspectée, vous aurez bien du mal à résister à l'envie de dépenser tout votre argent. Vos goûts du luxe se révéleront dans tout ce qu'ils ont de plus époustouflant ! Attention, danger mortel !

**Gémeaux** Le Soleil et Jupiter occuperont votre secteur argent : voilà qui ne devrait pas vous déplaire. Ces deux planètes sont en effet positives. Pourtant, il faudra vous méfier des excès. Vous serez peut-être tenté par un achat ruineux, et vous feriez vraiment bien de ne pas céder à la tentation.

**Cancer** Il faudra veiller à ne pas vous laisser entraîner dans une forme quelconque de spéculation ou de jeu, car contrairement à votre habitude, vous serez enclin à prendre des risques qui vous exposeront davantage à des mécomptes qu'à de plantureux bénéfices.

**Lion** Vous devrez vous montrer vigilant en matière financière. Heureusement, vous avez les pieds sur terre et faites preuve d'instinct d'une solide prudence quand vos finances sont concernées. Cette qualité innée vous évitera certainement des difficultés dans lesquelles bien d'autres signes se seraient jetés. En tout cas, évitez à tout prix les opérations risquées.

**Vierge** Rien ne sera facile dans les finances. La prudence s'imposera donc dans vos affaires. Peut-être une petite chance aux jeux en fin de journée, mais n'y comptez pas trop.

**Balance** Dur, dur de faire des économies ! Et pourtant, vous vous rendrez bien compte que vous devez absolument améliorer l'état de vos finances. Dieu merci, vous ferez probablement une rentrée d'argent inattendue. Et en plus, quelques petits gains aux jeux semblent possibles ; consultez votre nombre de chance.

**Scorpion** Méfiez-vous de cet aspect de Mars. Vous pourriez être tenté par des dépenses inutiles ou être surpris par une dette oubliée qui se rappelle à votre bon souvenir !

**Capricorne** Saturne relâchera sa pression, ce qui devrait vous permettre de retrouver un meilleur équilibre budgétaire. Vous allez sortir de la période de vaches maigres, et l'amélioration de vos finances commencera à se faire sentir.

**Sagittaire** Vous aurez plutôt de la chance ce jour. Sans gagner des sommes d'argent conséquentes, vous bénéficierez d'une certaine aisance matérielle, ce qui vous libérera l'esprit. Des chances amplifiées sont prévues pour ceux du premier décan : de quoi arborer un large sourire ! Satisfactions aussi pour ceux dont le métier est en relation avec l'argent : banquiers, agents de change, etc.

**Verseau** Il n'y aura aucune influence planétaire importante dans vos secteurs d'argent. Votre équilibre budgétaire sera donc stable. Mais il y aura mieux : Pluton et Saturne vont vous aider à améliorer votre situation, à remplir votre bas de laine.

**Poisson** Côté finances, vous allez entrer dans une période privilégiée. Avec Jupiter en excellent aspect, vos revenus vont s'améliorer, et les dettes et autres obligations qui alourdissaient vos dépenses vont s'alléger. Vous pourrez vous constituer rapidement un capital !

**L'économiste** du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

**Directeur Général**

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

**Administrateur Délégué**

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

**Directeur de Publication**

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

**Rédacteur en Chef**

Hélène MARTELOT  
(+228 90 49 27 88)

**Rédacteurs**

Joël YANCLO

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

**Directeur Commercial**

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

**Correcteur**

Michel Yao AYEVA

**Graphiste**

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

## Fifty/fifty ou 50-50

# Cette tendance qui s'incruste dans les ménages africains

La question suscite un débat au sein des sociétés africaines. Comment répartir les charges financières et les tâches domestiques entre les époux dans le ménage ? Mais Fefa Alou, patronne d'un atelier de haute couture homme-dame à Lomé, que nous avons eue au téléphone, pense qu'il n'y a pas de recette miracle pour régler la situation.

« Il est facile de dompter son homme si vous voulez qu'il fasse ce que vous voulez. Mais soyons clair, je ne parle pas de maraboutage, je parle de la douceur avec laquelle on peut apprivoiser son homme », lance-t-elle lorsque nous l'avons jointe depuis Lomé. La dame nous indique qu'il ne doit pas y avoir de tabou sous le toit conjugal. Il est important que les époux parlent de tout et que surtout « la femme doit être le "terminus" de son mari ». « Il arrive que mon mari lave mes dessous, quand bien même c'est lui qui s'occupe de la grande partie des charges financières. Je ne dis pas que je ne fais rien. Le frigo et les fringues des enfants me concernent, même si monsieur participe de temps en temps », dit-elle, avant d'ajouter : « Mon mari cuisine pour nous à la maison quand je suis occupée. D'ailleurs, il est naturel à la cuisine comme je le suis pour lui au lit ».

Mais Ousmane Camara, commerçant au marché Barack dans le quartier Liberté 6 extension à Dakar, pense de son côté que dans le foyer l'homme a une responsabilité unique à laquelle il ne doit pas dérober. C'est de « nourrir sa famille, ça s'arrête là ». « Si je cuisine, pendant ce temps ma femme fait quoi ? Si je fais la lessive, elle [la femme] serait où ? Vous savez mon cher, la modernité nous détourne de ce que nos parents ont instauré. Et c'est pourquoi ils avaient vécu longtemps parce qu'ils respectaient la nature », explique M. Camara. Tout étant d'accord que c'est l'homme qui s'occupe financièrement de sa famille, Camara précise qu'il n'est pas question que ce dernier, après tous les efforts qu'il fournit pour mettre à l'aise sa famille, devienne aussi « un home-boy » comme il l'a appelé. Il reste toutefois réservé sur la contribution financière de la femme dans le foyer. « Si l'homme n'a pas les moyens, elle peut le faire. Mais l'homme reste toujours la tête ». Roger Kpakou, Conseiller juridique, juriste au ministère togolais en charge des Droits de l'homme souligne que c'est l'amour qui doit être au centre de tout dans le foyer. « Les époux doivent discuter ouvertement de leurs revenus, de leurs charges et convenir ensemble d'une répartition adaptée. Dans les conditions normales, les époux sont des personnes qui

s'aiment, donc il faut discuter en mettant l'amour au centre », affirme-t-il.

## Alors, comment doivent se comporter les époux dans le ménage ?

Loyer, eau, électricité, courses, frais divers sont des charges qui, sous le prisme africain et dans un passé très récent, sont traditionnellement réservées aux hommes. L'homme est considéré comme le pourvoyeur financier de la famille. Avec le temps, le débat s'est posé sur la contribution financière aux charges du couple et les tâches dans le ménage. Cette question devient importante et parfois délicate à aborder dans de nombreux pays africains où la femme est réduite seulement aux tâches ménagères, notamment nourrir la famille, s'occuper de l'éducation des enfants, etc. Mais de plus en plus, les langues se délient et la question sur la contribution aux charges par les couples commence à transcender les tabous. Ce changement est noté surtout avec l'autonomie financière dont bénéficient les femmes aujourd'hui grâce à des emplois qu'elles occupent ou à des activités commerciales dont elles ont le secret. La question de l'égalité entre les sexes est également passée par là.

On découvre donc depuis quelque temps l'expression fifty/fifty ou 50-50 qui est plus utilisée chez les hommes et femmes pour évoquer le partage des charges dans les ménages, qu'elles soient pécuniaires ou domestiques. La tendance tente aujourd'hui de s'introduire dans les foyers en Afrique. Même si elle a encore de beaux jours devant elle au sein de la majorité, dans de nombreux couples, on essaie tant bien que mal de faire avec les réalités du moment. Bref, l'on essaie de suivre cette tendance, avec une teinte d'incompréhension qui subsiste toujours. « Je voyais mon padré s'occuper seul des charges du ménage. Notre scolarité, nos besoins, le loyer et autres, il les payait. Mais lui-même trouvait cela normal, surtout qu'il avait demandé à notre maman de rester à la maison pour s'occuper de nous », nous confie Nephtali Messan, journaliste à Financial Afrik, un magazine sur l'économie et les finances basé à Dakar au Sénégal. Pour lui, cela ne peut être reproduit aujourd'hui, vu le coût de la vie dans



les pays africains, notamment dans certaines capitales comme Dakar. « Il faut forcément le fifty/fifty ou à défaut faire participer sa femme aux charges financières du foyer. Sinon l'homme seul ne peut s'en sortir et cela va impacter la vie du couple ». M. Messan dit s'occuper du loyer, de l'électricité et la scolarité de ses deux enfants. Alors que sa femme s'occupe « de tout ce qui est du ravitaillement pour le frigo, l'eau. Pour les autres, on gère ensemble ». Mais certains spécialistes de la question genre pensent que la femme a été de tout temps, la contributrice principale dans le ménage.

## La femme africaine, « l'être à tout faire » dans le foyer ?

La femme a toujours participé aux charges du ménage d'une façon ou d'une autre, selon Mme Coumba Bâ, spécialiste en questions genre. Elle ajoute que la difficulté est que les femmes se retrouvent parfois seules à assumer les charges dans le couple sans l'apport du conjoint. « Quand il s'agit des charges domestiques, nous voyons que c'est sur les épaules des femmes. Surtout une fois qu'elles ont des enfants ou prises au piège, elles n'ont plus la latitude de pouvoir vaquer à leurs désirs profonds et s'épanouir dans la société en tant qu'être humain. Nous essayons d'évoluer de 100 % sur les épaules des femmes à 50-50 », déclare Mme Bâ. Parfois, la crise survient dans le foyer lorsque c'est la femme qui gagne un peu plus que l'homme. Coumba Bâ confie avoir été victime de ce fait. « Aujourd'hui, les causes des conflits dans nos ménages, c'est l'argent ». « Quand on voit dans toutes les statistiques du monde, il est avéré et documenté qu'entre 60 et 69 % des tâches ménagères en termes de temps vont à la femme. Et plus on a des enfants, plus on consacre beaucoup de temps au foyer.

Si nous devons contribuer financièrement, il faudrait qu'on nous aide aussi au niveau des charges », plaide-t-elle. La spécialiste en questions genre pense que c'est déjà un sacrifice le fait de se consacrer à l'éducation et à l'équilibre moral des enfants et de tout le foyer. La mauvaise compréhension de ce rôle des femmes et l'absence d'un véritable dialogue entre les couples amènent des conflits qui conduisent parfois au divorce, ce qui impacte la vie des enfants. Aujourd'hui, beaucoup pensent le 50/50 doit s'appliquer dans les ménages. Les charges du foyer incombent au couple, selon eux.

## Une tendance qui commence à s'incruster dans les mentalités en Afrique

A Conakry, la capitale guinéenne, le correspondant de BBC Afrique Boubacar Diallo a tendu le micro à quelques personnes pour avoir leurs avis sur le sujet. « Tout ce que l'homme peut faire, la femme peut le faire également. Ça doit être 50-50 entre les deux. Si l'homme s'occupe de la maison, la femme doit s'occuper des dépenses de l'enfant », indique une femme au foyer. « De nos jours, la femme même une lutte pour l'égalité entre l'homme et la femme. Donc chacun doit contribuer pour l'évolution au sein de la famille, et partant de là le développement de nos sociétés et même de notre pays », souligne un père de famille également interrogé sur le sujet. Et une étudiante de renchérir : « Une femme doit être battante, elle ne doit pas rester à ne rien faire. La femme doit avoir ses propres moyens, être indépendante, subvenir à ses besoins sans forcément dépendre de son mari ».

## « Ça ne marche pas toujours comme ça... »

La gestion des finances d'un

foyer relève de discussions et de décisions propres aux réalités du foyer. C'est ce qu'affirme Barthélémy Ayité, Conseiller juridique et cadre dans une institution financière à Lomé au Togo. Selon lui, Quand les deux époux ont chacun des activités génératrices de revenus, « ils doivent tous contribuer. Le quota dépend des époux ». « De manière plus pratique et personnellement, ce qui concerne la bouffe, ma femme s'en occupe. Mais je fais le ravitaillement des éléments fondamentaux, c'est-à-dire riz, spaghetti, huile et autres à la fin du mois. Et tout le reste, je m'en occupe du loyer, santé, scolarité des enfants, argent de déjeuner à l'école, factures, etc. ». Il faut toujours noter qu'en Afrique, la plus grande charge revient à l'homme, selon Coco Kuassi, expert-comptable dans une microfinance dans la capitale togolaise. Pour lui également, la répartition des charges doit être une négociation entre les époux, « sans pour autant occulter le fait que c'est l'homme qui est la tête du foyer ». « Je ne suis pas d'accord sur le système rigide fifty-fifty. En Afrique, l'homme est toujours censé contribuer plus que la femme », ajoute M. Ayité.

## Que dit la loi sur la contribution des charges dans le ménage ?

Le Code des personnes et de la famille, dans plusieurs pays en Afrique, traite de cette question du partage des charges dans le ménage. Au Sénégal par exemple, l'article 375 du code de la famille confère au mari la charge du ménage à titre principal, après que l'article 152 le reconnaît comme chef de la famille. « Si on dit à titre principal, cela veut dire que la femme doit contribuer également », explique Nabou Diouf, juriste et membre de l'Association des juristes du Sénégal (AJS). Mais dans le pays, poursuit le juriste, les hommes donnent l'impression de fuir cette responsabilité et laissent les femmes, non seulement s'occuper seules des tâches dans le ménage, mais aussi assumer la plupart des besoins financiers. Une situation qui engendre des crises. « Nous recevons beaucoup de cas. Les femmes viennent nous voir pour que nous puissions les accompagner à avoir gain de cause. Nous passons d'abord par la médiation pour expliquer au mari que son rôle est de s'occuper à titre principal

aux charges du ménage et qu'il ne doit pas faillir à cela », indique Mme Diouf. Le code togolais des personnes et de la famille a, depuis 2014, supprimé la mention « principalement réservé à l'homme » en ce qui concerne les charges dans le ménage, selon Roger Kpakou, juriste au ministère togolais des Droits de l'homme. La loi « prévoit seulement que les charges du ménage sont à la charge des deux époux et qu'ils y participent dans la proportion de leur capacité financière ou matérielle respective ». Il précise que « la contribution n'est pas à part égale mais proportionnelle. Celui qui a plus de revenus contribue donc plus. Plus question de responsabilité principale des charges du ménage pesant sur l'homme ». Concernant les tâches dans le ménage, selon lui, c'est l'article 100 de la loi qui traite de la question. « Comme en ce qui concerne la contribution aux charges financières du ménage, le Code togolais n'impose pas une répartition précise des tâches domestiques. Mais il exige un apport proportionnel des deux époux, pas de l'un seulement. Le tout doit se discuter dans le respect et la solidarité ». Quant à Nabou Diouf, son organisation, l'AJS accompagne les femmes dont les foyers se retrouvent en crise à cause des incompréhensions qui surviennent le plus souvent. Elle les aide à saisir le juge si elles le veulent, « à rédiger une requête aux fins de contribution des charges du ménage ». Mais Coumba Bâ souligne qu'il faut d'abord des acteurs de la société, afin de leur inculquer la nécessité pour les couples de s'impliquer dans le partage des charges dans le ménage. Pour ce faire, selon elle, il faut l'implication des leaders religieux, des leaders traditionnels et des chefs de famille eux-mêmes. « Tout homme qui a un leadership au sein de sa communauté doit pouvoir être un peu plus sensible à ce problème des inégalités genres ». « Dans une société totalement investie par le droit, c'est très utile de se référer au texte quel que soit le pays où l'on se trouve pour savoir ses devoirs et ses droits », recommande Roger Kpakou. Même si c'est la femme qui gagne plus que l'homme, il faut toujours un équilibre pour éviter que ce dernier ne devienne un gigolo, selon Barthélémy Ayité.

**Indice mondial de la paix 2025**

**Voici les pays les plus et les moins pacifiques d'Afrique**

Pour la 13<sup>e</sup> fois en 17 ans, la paix se détériore dans le monde selon l'Institute for Economics & Peace. En Afrique, les pays figurant parmi les plus pacifiques de la planète ne peuvent occulter une réalité moins réjouissante: la grande majorité d'entre eux sont classés parmi les moins paisibles.

Guerra, terrorisme, tensions politiques et commerciales, contrôles aux frontières accrues, hausse exceptionnelle des achats d'armes... autant d'indicateurs qui attestent que le monde est moins en paix. Une situation qui ressort clairement dans l'Indice mondial de la paix (Global Peace Index) développé par l'Institute for Economics & Peace (IEP). Il y apparaît qu'en 2025, le nombre de conflits interétatiques a atteint son plus haut niveau depuis la seconde Guerre mondiale. Pour cette 19<sup>e</sup> édition, l'étude a porté sur 163 pays et territoires indépendants, couvrant 99,7% de la population mondiale. Pour évaluer l'état de la paix dans le monde, l'IEP s'est basée sur 23 indicateurs qualitatifs et quantitatifs regroupés autour de trois domaines: conflits nationaux et internationaux en cours (pacifisme et implication ou non dans des conflits internationaux), sûreté et sécurité (taux de criminalité, terrorisme, manifestations violentes...) et la militarisation (dépenses militaires/PIB, effectifs des forces armées pour 100.000 habitants, volumes d'armes conventionnelles importées et exportées...). A chaque indicateur est accordé un score. Plus le score est proche de 1, plus le pays est jugé paisible, et vice-versa. L'IEP est un groupe de réflexion indépendant à but non lucratif basée à Sydney (Australie), qui présente l'analyse statistique la plus complète à ce jour sur les tendances en matière de paix, sa valeur économique et les moyens de développer de sociétés pacifiques. L'année dernière, la paix s'est légèrement améliorée en moyenne dans le domaine de la sûreté et de la sécurité, mais s'est détériorée dans les conflits en cours et la militarisation. Globalement, le monde est devenu moins pacifique pour la 13<sup>e</sup> fois en 17 ans et surtout pour la 6<sup>e</sup> fois consécutive. Sur les 163 pays passés au crible, la paix s'est améliorée dans 74 pays et s'est détériorée dans 87.



On compte actuellement 59 conflits étatiques actifs, soit le plus grand nombre depuis la fin de la seconde Guerre mondiale et trois de plus que l'année précédente. Et ce qui rend ces conflits davantage plus complexes c'est qu'ils s'internationalisent également rendant leur résolution plus difficile. Ainsi, le niveau moyen de paix des pays s'est détérioré de 0,36% en 2025 par rapport à l'année précédente. Cette situation entraîne une plus grande militarisation des Etats. Et cette violence mondiale a un coût. Selon l'IEP, l'impact économique mondial de la violence s'est élevé à environ 20.000 milliards de dollars en PPA (parité de pouvoir d'achat) constants en 2024, soit 11,6% du PIB (produit intérieur brut) mondial, ou l'équivalent de 2.455 dollars par personne. Et pour certains pays, ce coût de la violence pèse lourd. Selon les données de l'IEP, il y a 6 pays où le coût de la violence équivaut à plus de 20% du PIB, et dans deux d'entre eux, il dépasse 40%. Au. Niveau du continent africain, les pays où le coût de la violence est le plus élevé sont la Somalie (24,71% du PIB), la Centrafrique (22,48% du PIB) et le Burkina Faso (18,97% du PIB). Si le monde est de moins en moins pacifique, il n'en demeure pas moins que toutes les régions ne sont pas logées dans la même enseigne. Globalement, les pays nordiques sont classés comme étant des adeptes de la paix. Et l'Islande demeure le pays le plus pacifique du monde, une position qu'elle occupe depuis 2008, selon le Global Peace Index. Le pays nordique, avec un score de 1,095 est le plus

pacifique dans les trois domaines d'évaluation: conflits en cours, sécurité et sûreté et militarisation. L'Islande devance l'Irlande (1,260), la Nouvelle-Zélande (1,282), l'Autriche (1,294) et la Suisse (1,294). Ces pays sont classés parmi ceux de la catégorie état de paix «élevé». Les Etats-Unis d'Amérique figurent dans la catégorie état de paix «faible» avec un score de 2,443 le classant au 128<sup>e</sup> rang mondial, se classant juste derrière le Kenya et devant l'Équateur, le Brésil et la Libye. Du côté des pays les moins pacifiques au monde on retrouve la Russie (163<sup>e</sup> mondial avec un score de 3,441). Elle a perdu 2 place pour occuper la place du pays le moins pacifique au monde devant l'Ukraine (3,434), le Soudan (3,323), la RDC (3,292) et le Yémen (3,262). En ce qui concerne le continent africain, globalement, la moitié des pays (26 pays) se trouvent dans la catégorie état de paix «moyen», à l'instar de quelques pays européens dont la France et Chypre. Aucun pays du continent n'est classé dans la catégorie état de paix «très élevée». Par contre, 7 pays africains figurent dans la catégorie état de paix «élevé»: Maurice, Botswana, Namibie, Gambie, Sierra Leone et Madagascar. Ces pays figurant parmi les 62 pays les plus pacifiques au monde. Maurice est le pays africain le plus pacifique malgré une perte de 3 places dans le classement 2025. Avec un score de 1,586, le pays des classe au 26<sup>e</sup> rang mondial, devançant le Qatar, le Royaume Uni, la Norvège, la France, la Suède, la Corée du Sud... Par ailleurs, 10 autres figurent dans la catégories état de paix «faible» et 7 dans celle de «très faible» (Soudan, RDC, Soudan du Sud, Mali, Burkina Faso, Somalie et Centrafrique). Globalement, les pays africains les moins pacifiques sont ceux qui font face à des conflits internes (Soudan, Centrafrique, Somalie, Soudan du Sud...) et au terrorisme (Mali, Burkina Faso,...).

**Ligue 1**

**Didier Deschamps répond sèchement au PSG sur l'affaire des blessures Dembélé-Doué !**

Après le communiqué cinglant du Paris Saint-Germain, Didier Deschamps est sorti du silence et a répondu à la polémique sur les blessures de Désiré Doué et Ousmane Dembélé.

La passe d'armes entre l'équipe de France et le Paris Saint-Germain n'en finit plus. Pour cause, les blessures de Désiré Doué, écarté des terrains pendant environ quatre semaines, et Ousmane Dembélé, absent environ six semaines, survenues lors du premier match contre l'Ukraine, vendredi. Depuis, la FFF se défend en assurant avoir consulté les joueurs parisiens, mais le PSG a répondu froidement à la sélection tricolore et a «appelé à la mise en place d'un nouveau protocole de coordination médico-sportive entre clubs et sélection nationale». La frustration parisienne peut se comprendre, puisque deux de ses meilleurs éléments sont d'ores et déjà forfaités pour le premier Classique contre l'OM, au Vélodrome, le 21 septembre prochain, et quasiment forfaités pour le déplacement à Barcelone, le 1<sup>er</sup> octobre. Et après le communiqué cinglant des Champions d'Europe, Didier Deschamps a tenu à apporter sa réponse à cette polémique dans un entretien à Téléfoot. Dans un premier temps, le sélectionneur assure «avoir conscience de la situation des joueurs quand nous recevons les informations aussi parce qu'il y a certains



clubs qui les donnent, plus ou moins. On a toujours fait les choses avec beaucoup de sérieux et de professionnalisme».

**Didier Deschamps se défend**

Avant d'aller plus loin et revenir sur le cas Ousmane Dembélé. «Je comprends, à leur place, si j'étais un club, j'aurais eu le même ressenti, je ne suis pas là pour prendre des risques, mais évidemment qu'avec Ousmane Dembélé, si vous laissez des joueurs sur le banc, vous ne prenez pas de risques. Mais à partir du moment où il y a des joueurs qui sont sur le terrain, le risque zéro n'existe pas. Avec les protocoles qui sont établis... je prends l'exemple de ce dernier rassemblement, j'ai Rayan Cherki et William Saliba qui se blessent, le protocole dit que c'est acté, qu'ils ne pourront pas jouer, donc je ne les fais pas venir.

Le protocole prévoit qu'ils (les joueurs) doivent venir faire acter leurs blessures le lundi matin. On constate avec le joueur comment cela évolue», a évoqué le sélectionneur tricolore.

**Enfin, Didier Deschamps a évoqué le cas Désiré Doué.**

«On a fait ça avec du sérieux, en demandant toujours le ressenti du joueur, avant d'avoir un match, c'est essentiel pour moi le ressenti, je fonctionne comme ça. Je prends l'exemple dernier avec Désiré Doué, qui me demande de sortir (en première période, contre l'Ukraine). Mais après, en discutant, même si je sais que l'envie de jouer prend le dessus, si au bout de vingt minutes, il me dit "j'ai quelque chose", je le change». Le message est

Avec footmercato

**Opportunités !!!**

**Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.**

**Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.**

**Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.**

**Le Togo en chiffres**

**DEVELOPPEMENT ET INEGALITES**

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

\* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).  
\*\* Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

**SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE**

	Pays	Afrique
Nombre de médicaments pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

**INFRASTRUCTURES**

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (CAIFI, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

\* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

**Classements d'indicateurs de gouvernance**

Transparency International 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180



Le Togo est le 1<sup>er</sup> exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).

● Source : tresor.economie.gouv.fr

# OUVRE LE CITRON, LIBÈRE LA Fraîcheur

BIG BOSS  
PILS



BB

Pils  
Citron



600\*  
FCFA  
BOUTEILLE

65 CL

\*Prix de vente détail conseillé • Abus dangereux pour la santé. A boire avec modération.



BB LOMÉ S.A.  
LE LABEL QUALITÉ

www.bbblome.com

